

Orange
Beaulieu /
Cambonne /
Fulton /
Vertou

L'écho local

CGT



Avril
2021

STGP: Le samedi de la discorde

Face au problème de la mauvaise QS le samedi sur le flux d'appels sur « l'instabilité cuivre », la DISU a décidé de réorganiser le travail du samedi au STGP : elle demande aux salariés du STGP de ne prendre uniquement que les appels sur ce flux Instabilité Cuivre et de ne venir travailler que le matin, car peu d'appels l'après-midi. Tandis que, dans le même temps, le sous-traitant Téléperformance prendrait tous les autres flux d'appels. Il est sûr qu'en supprimant les appels, le taux de prise d'appel ne pourra pas être mauvais !

La DISU, obligée par les OS d'ouvrir une négociation n'a pas voulu remettre en cause sa politique d'absence de comblement des départs. Ils ne sont plus que 59 aujourd'hui au lieu de 100 en 2016 lorsque le cycle de travail de 1 samedi sur 8 a été mis en place avec 10 salariés prévus le samedi ramenés à 7 aujourd'hui.

Droit dans ses bottes, et se targuant d'avoir l'acquiescement de la grande majorité du personnel, la direction n'a rien lâché. Tout juste certains points comme l'accès au télétravail occasionnel le samedi matin et la récupération des heures supplémentaires selon les règles en vigueur à Orange, ont-ils été confortés et stipulés.

Nous proposons que le samedi après-midi puisse être travaillé sur volontariat en amont de

l'établissement du planning avec un nombre réduit de salariés pour répondre aux flux Instabilité Cuivre résiduels et transferts de Téléperformance, mais la Direction n'a rien voulu savoir.

Nous avons aussi proposé que la DISU envisage des compensations pour corriger les disparités de récupération des heures supplémentaires entre fonctionnaires et statut de droit privé et entre le personnel à temps complet celui à temps partiel. Là encore ce fut un NIET.

Dans ces conditions, la CGT a décidé, après avoir consulté en HIS les salariés, de ne pas signer un accord qui n'apporte rien de plus que les accords en vigueur à Orange.

Tous les salariés doivent retrouver un poste à l'issue de ce chamboule-tout avec un travail qui a du sens et qui se fait dans de bonnes conditions.



DTSI demain : jeu de chaises musicales ?

Un grand chamboule tout est en préparation à DTSI. Les établissements que nous connaissons vont être réorganisés par domaine. Les raisons invoquées par la direction sont classiques, en gros : « bosser mieux ».

On peut se poser des questions sur la qualité de notre travail s'il y a autant de réorganisations qui se succèdent pour en améliorer la qualité et l'efficacité.

Orange supprime des milliers d'emplois depuis des années, ça pèse. Eh oui, il faut remplir les poches des actionnaires qui n'en ont jamais assez.

Nous n'avons pas aujourd'hui tous les détails, une des informations les plus importantes, la "matrice de passage" sera présentée au CSE DTSI de mai (fin mai).

Quel est le vrai but de cette réorganisation qui va tout chambouler à DTSI ? Quelles garanties que tous les salariés retrouvent un poste quand on voit apparaître dans les discours de la direction le cas où le salarié ne retrouverait



pas son poste à l'issue de la réorganisation et qu'il faudrait lui en proposer un ?

A la CGT, on n'est pas par principe contre les réorganisations, ce qui compte c'est l'emploi, les conditions de travail, le sens de ce travail. Tous les salariés doivent retrouver un poste à l'issue de ce chamboule-tout avec un travail qui a du sens et qui se fait dans de bonnes conditions.

Occupation du théâtre Graslin : confiné.es mais pas baillonné.es !



Plus de 70 lieux culturels sont occupés en France dont le théâtre Graslin à Nantes. L'ensemble des professionnels de la culture : artistes, techniciens, auteurs, salariés, étudiants d'associations culturelles revendiquent la sauvegarde du régime d'assurance chômage de l'intermittence du spectacle mais aussi son élargissement à tous les travailleurs précaires, variables d'ajustement d'un système qui profite surtout aux grandes fortunes.

Pour la CGT, cette lutte prend appui sur la situation du secteur culturel mais la première revendication est l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage. En pleine crise, cette réforme risque d'accroître la paupérisation d'un très grand nombre alors que la jeunesse se retrouve aujourd'hui dans une grande précarité.

Le plan de relance vient en aide aux entreprises : certaines en ont besoin évidemment. Mais dans le même temps ce gouvernement entend réduire les droits pour les salarié(e)s privé(e)s d'emploi alors que la précarité atteint des sommets, que la population se paupérisse comme jamais depuis la dernière guerre, que les services publics protecteurs et redistributeurs sont laminiés un à un.

C'est d'un plan de rupture dont a besoin le pays pour rompre avec les logiques économiques financières au détriment du social et de l'environnemental.